

PÉROU - La société civile contre la Minsur et son projet Pucamarca d'exploitation d'une mine d'or

Nazario Mamani du Front de défense de l'environnement

mardi 17 octobre 2006, par [Catherine Thénard](#)

Depuis début septembre, à Tacna [1], un Front de défense [2] se bat contre la compagnie minière Minsur. Le Front s'oppose à l'exploitation d'une mine d'or pour des raisons écologiques de contamination des sols et de capture de l'eau dans une des régions les plus désertiques du Pérou.



Carte du Pérou

Tacna se trouve à l'extrémité sud du pays

L'Etat a donné plus de 500 autorisations d'exploiter à la compagnie minière il y a un an : il y aurait 1 million d'onces d'or en réserve. Mais tant les défenseurs de l'environnement que les organisations indigènes ont réagi en démontrant qu'il y aurait une dégradation catastrophique de l'environnement : capture de l'eau, venant de la montagne et indispensable à la survie des populations et aux travaux agricoles, mais aussi grave pollution des sols et de l'eau due aux métaux. La présidente du Front, Nora Melchor, assure que la mine "apportera la mort et la misère à toute la Région". La Minsur, qui fait partie du groupe Brescia, de son côté affirme qu'il n'y aura aucune dégradation et qu'elle se contentera de puiser l'eau en petite quantité dans le canal déjà existant : Uchusuma.

Le Front de défense, composé de défenseurs de l'environnement et de représentants indigènes, souligne la campagne mensongère de la compagnie qui évite de préciser la quantité d'eau qui sera nécessaire non seulement au traitement du minerai par trempage, mais aussi à humidifier la poussière engendrée par les engins qui travaillent à l'air libre. Celle-ci affirme n'avoir besoin que de 5 lieux de pompage à 250 m de profondeur qui ne fourniraient que 30 litres d'eau par s. alors que la nécessité serait de 1000 litres/s. "Il est évident que Minsur, réplique l'avocat Tomas Alarcon, envisage de creuser 50 puits supplémentaires pour soustraire l'eau souterraine dans la zone tripartite de l'Ayro où se trouve justement les veines les plus fulgurantes des "zones humides" alto andines, appelées "Patak p'ujo", mot aymara qui signifie "cent

sources d'eau".

Une autre catastrophe écologique se produira aussi par l'écoulement de l'eau, sous la forme d'une pollution importante due aux métaux -mercure et cyanure de sodium avec un PH supérieur à 10.5.-utilisés pour la lixiviation du précieux métal. Le problème sera d'autant plus grave que le régime des pluies de cette région est "d'une extrême irrégularité et que les fortes précipitations provoquent des érosions et une sédimentation des canaux construits qui produiront infailliblement des débordements ainsi que la destruction de ces canaux".

Les opposants accusent l'Etat de violer diverses lois, entre autres la Loi Générale de l'Eau qui établit une priorité aux populations pour son usage. La défense indigène, quant à elle, accuse le gouvernement de ne pas respecter la Convention 169 de l'OIT qui stipule que les Communautés affectées (dans leurs ressources et leurs territoires) doivent donner leur "consentement préalable, libre et informé" alors qu'aucune consultation n'a eu lieu", comme le souligne Tomas Alarcon, avocat du Front de défense de l'Environnement de Tacna, qui a parcouru diverses communautés.

Les agriculteurs de Vilavilani, village le plus proche du futur site, ont été l'objet de divers assauts de la part de la Compagnie : certains ont déjà vendu leurs terres, justement celles par où passe le canal Uchusuma ; preuve, dit le Front de défense que "ce qu'espère la Minsur c'est utiliser à son profit les eaux qui ont été puisées avec des fonds publics pour le Projet Spécial Tacna, alimentant la ville de Tacna et provenant des communautés de Ancomarca et Alto Pérou, situées sur le plateau andin. Le Maire du village est accusé au même titre que d'autres élus de complicité avec la Compagnie. La Minière paye clairement les campagnes de plusieurs candidats aux élections locales de novembre.

D'autres agriculteurs de la zone se sont opposés totalement au projet ; en particulier 200 femmes aymaras d'Ancomarca venues en force à Tacna pour s'opposer au "saccage" de leur milieu de vie ; en effet, les "zones humides" qui représente un éco système unique et fragile (fig2) sont en voie d'assèchement depuis que les puits ont été creusés pour alimenter Tacna. La capture de l'eau des "zones humides" andines mènera forcément à la désertification des terres qui servent actuellement de pâturages aux camélidés et qui sont totalement adaptées à l'élevage en climat froid et semi aride, assure Majka Kaiser, spécialiste en environnement. Ces "zones humides" (humedales) forment "un écosystème unique et très fragile".



Bofedales - un écosystème unique et fragile
Humedales

Le président du Comité du Canal Uchusuma-Vilavilani, Clemente Juan Melchor Mamani, a manifesté sa "préoccupation au sujet du grave préjudice qu'occasionneraient les travaux de la Minsur malgré les garanties" avancées. Le gérant des Ressources Naturelles du Gouvernement Régional de Tacna, Dante Manzanares, a exhorté l'entreprise à démontrer son engagement pour une préservation de l'environnement, tout en rappelant que c'était à l'Etat d'y veiller.

Il y a de quoi s'inquiéter si l'on se reporte aux cas d'autres compagnies minières, qui exploitent sur le territoire péruvien. Le groupe minier Yonacocha multinational a dû interrompre une extension de la mine d'or de Carachugo car la population s'est révoltée au mois d'août après l'assèchement de certaines

rivières et d'une contamination de l'eau. Quant à la SPCC, qui contrôle la mine de cuivre de Toquepala, elle a dû écouter les habitants de la zone qui avaient bloqué le train : ceux-ci réclamaient des compensations pour des dommages importants de pollution. On peut encore citer le cas d'une ancienne zone minière, à Cerro de Pasco, dont les terrains ont été abandonnés sans être nettoyés ; ils abritent actuellement des bidonvilles, alors que la terre regorge de pyrite, sulfate de soufre, arsenic et plomb.

On connaît l'enjeu de l'extraction minière pour le Pérou dont l'économie est basée depuis longtemps sur les matières premières ; leur production a doublé entre 2001 et 2005. Une conséquence touche directement la ville de Tacna et ses alentours : l'Etat veut faire cette ville un port important d'exportation. On comprend mieux les pressions de toutes sortes subies par divers acteurs du Front de défense, venant de l'administration et de la plupart des élus locaux. Le Front de défense dénonce des irrégularités de toutes sortes : une réunion d'information à huis clos à l'Université de Tacna le 14 septembre, des menaces, une radio refuse de laisser la parole à un leader. Une police "antimutinerie" est dépêchée.

Le gouvernement de Alan Garcia, nouvellement élu avait annoncé qu'il renégocierait les contrats avec les entreprises. Lorsque le premier ministre s'est exprimé, il s'est prononcé en faveur des Compagnies minières qui apportent de "bonnes devises à l'Etat". Pourtant, depuis le 7 septembre 2006, les actions des opposants et la marche du 22 septembre ont débouché sur un moratoire, l'étude d'impact environnemental ayant été repoussée. La marche a été suivie par la remise d'une requête au gouvernement exprimant les motifs du refus. Signée par 2000 personnes, elle souligne fermement le non respect des lois : manque de transparence, violation du Plan de Développement Régional Concerté, entre autres.

Là encore le développement industriel et les intérêts à court terme mettent en danger des populations. Les diverses conventions internationales ratifiées par le Pérou, sur l'Environnement ainsi que sur les droits des Communautés Autochtones, ne semblent pas peser lourd dans la balance.

Juan José Gorriti, affirmait à Radio Uno le 21 septembre : les divers gouvernements ont "offert nos ressources aux transnationales et l'Etat n'a pas exigé le respect des engagements que doivent accomplir les entreprises minières pour préserver l'environnement et le bilan écologique dans les zones d'exploitation". Nous voyons à travers cette menace écologique que vivre dans un "état de droit" ne suffit pas à donner aux populations et aux Peuples Premiers en particulier, déjà gravement menacés, un vrai droit sur leurs ressources et sur leurs terres ?

Source des images : Dra Majka KAISER, "El Proyecto Vilavilani (Tacna, Peru) : El impacto de la derivación de aguas al medio ambiente".

Notes

[1] Tacna se trouve à l'extrémité sud du pays. Voir la carte ci-dessous.

[2] Le Front élargi de défense de l'environnement s'est formé par accord lors d'une assemblée du syndicat ouvrier de construction civile, après une information donnée par la Minsur concernant son projet d'exploiter la colline contenant des veines d'or. Il est composé des associations d'usagers agricoles de l'eau de Tacna, de la Convention régionale des communautés paysannes, des enseignants syndiqués, du personnel du ministère de la santé de Tacna, des associations de micro-commerçants aymaras, des associations d'habitants de Tacna, de la Société des artisans.